

MAGNETTE

Un faux socialiste à Charleroi

Ecrasant souverain de Charleroi, Paul Magnette mise sur l'attractivité urbaine pour redéployer la plus grande ville wallonne. Entre louanges et méfiance, la « méthode Magnette » divise. Le socialiste déploie sa stratégie avec l'assurance d'un seigneur de guerre. Leurre ou réalité ? Derrière le discours d'un roi, Le Vif/L'Express dresse un premier bilan.

Par **Christophe Leroy**

Rapide coup d'œil vers les précieuses minutes qui défilent. Paul Magnette est, comme toujours, un homme pressé. La Ville de Charleroi, dont il tient les rênes depuis janvier 2013, est une machine à engouffrer le temps. « La situation économique n'est bonne nulle part, mais pire encore ici qu'ailleurs », annonce d'emblée le bourgmestre, comme pour mieux devancer les critiques sur son bilan après deux ans de règne. Lorsqu'il a récupéré la Ville, fort d'un score historique de 24 220 voix de préférence aux dernières élections communales, elle était en « état de mort clinique ». Sécurité, logement, fonction publique, commerces, grands chantiers urbains... « Tout était à l'arrêt, assure le socialiste, par ailleurs ministre-président wallon depuis juillet 2014. Et tout est plus difficile que je ne le pensais. Pourtant, je ne m'attendais pas à une partie de plaisir... »

La partie sera longue. Le lourd passif des « affaires » carolos avait cédé le pas à sept ans de malheurs, d'instabilité politique – quatre bourgmestres entre 2007 et 2012 – et de rédemption. La plus grande ville wallonne, postposant l'indispensable reconversion de l'héritage industriel d'une décennie au minimum, a subi un abandon dont les séquelles subsisteront encore longtemps. Une législature ne pourrait suffire à lui restituer pleinement l'aura qu'exige une métropole de plus de 200 000 habitants. « Il y a un éternel problème à Charleroi, poursuit Paul Magnette. Les deux tiers des emplois que l'on crée ne profitent pas à des Carolos. Notre plus grand défi sera de réconcilier la géographie économique avec la géographie humaine. »

Rédemption et résurrection

Telle est la ligne directrice que l'universitaire brandit inlassablement devant les acteurs du monde économique depuis deux ans. « Les entrepreneurs sont encore hésitants, concède Magnette. Mais deux ans, c'est court. » ●●●

●●● Le « magnétisme Magnette » semble pourtant séduire bon nombre d'entre eux, à l'image de l'engouement rencontré lors du premier Forum immobilier de Charleroi Sud-Hainaut, organisé par l'intercommunale Igretec l'année dernière. « Depuis trois ans, Charleroi revit, s'enthousiasme Dominique Deliège, ex-président du club d'affaires B4C. La Ville a récupéré un vrai bourgmestre. » De son côté, l'asbl Charleroi CentreVille observe un regain d'intérêt. « Une société représentant plusieurs grandes enseignes nous a demandé d'organiser une visite guidée de Charleroi, précise la directrice Sophie Colin. Ce n'était plus arrivé depuis très longtemps. » Jean-Philippe Lebeau, président du tribunal du commerce du Hainaut, abonde dans le même sens. « Le retour de la confiance est très perceptible parmi les forces vives. Paul Magnette fédère des acteurs de tous les horizons. »

Les grands noms du secteur culturel louent son implication et son charisme. « Il est arrivé avec une ambition assez extraordinaire que je ne peux que saluer », souligne notamment Vincent Thirion, intendant général de Charleroi Danses. Philippe Stratsaert, chef de corps de la police de Charleroi, évoque un volontarisme dans le chef du bourgmestre « qui ne transparaissait pas de la même manière avant lui ». Quelques ennemis politiques d'antan vouent même à Magnette une surprenante admiration aujourd'hui : « Objectivement, il est bien présent à Charleroi et surclasse tout le monde. » Deux ans après son entrée en fonction, quel crédit accorder à l'effet Magnette, derrière le masque de l'enthousiasme ? Leurre envoûtant ou réalité prégnante ?

Les lauriers fanés

En 2008, alors artisan du PS de Charleroi pour négocier la tripartite menée par Jean-Jacques Viseur (CDH), Paul Magnette invoque la patience des Carolos pour les « quatre ou cinq ans à venir, consacrés aux indispensables travaux ». Six ans plus tard, le message reste le même. La plupart des dossiers entamés sous la précédente législature voient timidement le jour, à l'image de Phénix (50 millions d'euros), titanesque ensemble de projets urbains appelé à sauver la Ville-Basse.

A qui attribuer les lauriers – fanés – des chantiers hérités, dont le futur complexe commercial Rive Gauche constitue l'emblème actuel de la mutation urbaine ? « Les principaux projets qui verront le jour en 2015 ne sont pas l'œuvre de Magnette, affirme un élu local. Les dossiers étaient scellés à 95 % avant son arrivée. » Un édile socialiste y voit une simple illustration, bénigne, de l'ingratitude politique. L'intéressé conteste fermement. Et soutient que c'est à lui que

revient le mérite des déblocages, avec l'appui de ses fidèles. « Si je n'avais pas repris le dossier de la piscine Hélios, elle ne serait toujours pas ouverte, assène Paul Magnette. La rénovation de la place de la Digue était paralysée par un contentieux lié à une toiture. Sur le plan sportif, les responsables de la Ville réglaient tout par voie judiciaire. Quant à Rive Gauche, certains refusaient par principe d'y intégrer telle ou telle enseigne. Mais de quoi je me mêle ? Cette ville était en conflit avec tout le monde. Nous avons fait des concessions et trouvé des accords. »

L'administration à la dérive

L'opportunisme éventuel s'arrête là. Dans les autres matières, l'héritage du passé prend une plus sombre tournure. Notamment dans l'administration. Lorsqu'il s'installe à l'Hôtel de Ville, Paul Magnette n'a pas encore conscience de l'ampleur de la réforme à mettre en œuvre. Discrédité par les scandales du passé, miné par les soupçons de passe-droits et par des brèches béantes dans l'organigramme, le paquebot de 3 000 personnes est à la dérive. Le bourgmestre doit y amorcer une nouvelle dynamique, de toute urgence. « Son arrivée a redonné un peu d'espoir aux agents, concède Philippe Barbion, secrétaire régional de la CGSP Admi. Mais la Ville va tellement mal... »

Le bourgmestre délègue donc l'épineuse réforme à un intransigeant directeur général désigné quelques mois plus tôt : Olivier Jusniaux, éminence grise du Parti socialiste et ex-secrétaire général du CPAS de Charleroi. Armé d'un

cabinet de 13 personnes, ce fin limier en management entend séparer le politique et l'administration de manière drastique. Entre Paul Magnette et lui, l'entente est intuitive. Ils sont du même calibre intellectuel, assure-t-on au PS. Mais l'issue du scrutin de mai 2014 met fin prématurément à la mission de Jusniaux, loyal envers son parti. Spécialiste en matière d'emploi, il devient deux mois plus tard chef de cabinet de la ministre wallonne Eliane Tillieux. « Paul Magnette n'aurait jamais dû le laisser filer », critique un conseiller de la majorité. La CGSP, elle, regrette un manque de stabilité dont l'administration avait pourtant besoin. « On a au minimum perdu plusieurs mois », commente Philippe Barbion.

Adoubé par le parti, Paul Magnette n'a jamais dû bâtir sa popularité depuis le terrain, aux côtés des militants socialistes de Charleroi. L'homme préfère l'estrade à la salle et les livres aux mêlées populaires. « C'est le seul défaut à sa cuirasse dorée », pointe un socialiste notoire. Les réunions de quartier s'apparentent selon lui à un cahier de doléances. Une perte de temps. Il manifeste son agacement lorsque les discussions se prolongent, bousculant ainsi ses journées. « Il ne supporte pas la contradiction et n'a pas une culture du débat, même en réunion de parti », témoigne un socialiste.

Encore moins lorsque les échanges virent à l'affrontement. En octobre dernier, une rumeur de licenciements se répand dans l'administration, tandis que la Ville s'attaque à l'absentéisme et cherche 8,5 millions d'euros pour combler le déficit budgétaire. Le lendemain, 500 agents débarquent au conseil communal pour demander des comptes à Paul Magnette. « Pas de sentimentalisme larmoyant ! », rétorque-t-il sans ciller à la permanente CCSP. Les propos soulèvent un tollé. « J'avais rapporté le problème budgétaire dans une réunion interne du PS, s'explique-t-il. Un petit malin en a déduit que pallier un déficit de 8,5 millions d'euros revenait à licencier 200 personnes. En politique, c'est souvent chez soi que l'on trouve ses meilleurs ennemis. »

●●●

●●● Choc des cultures

Si le bourgmestre assure que l'incendie est éteint, le dialogue reste délicat. Entre l'approche du professeur d'université et les attentes criantes du personnel de la Ville, le choc des cultures subsiste après deux ans de mandat. « Il considère les autres comme ses élèves », ironise un socialiste carolo. Le 16 janvier dernier, Paul Magnette ne fait aucune distinction entre la présentation des vœux à l'administration et celle qu'il adresse aux forces vives quelques heures plus tard. Son discours, résolument axé vers le second public, vante les millions d'euros d'investissements en cours et à venir. « Ce n'est pas ce que les travailleurs de la Ville espéraient comme message », commente Philippe Barbion.

Au PTB-Go, Sofie Merckx pointe la communication « VIP » du bourgmestre, lorsqu'il déclare que les forces vives sont les 400 personnes qui font tourner la ville. « Il ne se rend même pas compte que ses propos peuvent choquer, alors que de nombreux agents réclament du matériel depuis des années pour travailler correctement. »

Mais Paul Magnette s'attarde rarement sur ces états d'âme. Dès son arrivée, il fait de la sécurité une priorité majeure, condition *sine qua non* du redéploiement du centre-ville. Bon nombre de commerçants et d'habitants assurent aujourd'hui que la ville est plus sûre. Le succès des « Opérations Vauban », qui s'attaquent aux incivilités et à la criminalité dans des périmètres précis de la Ville-Haute et de la Ville-Basse, font l'unanimité. C'est loin d'être le cas en revanche pour les règlements mendicité et prostitution, qu'il impose respectivement fin 2013 et fin 2014. « Deux inventions qui ne sont ni appliquées ni applicables », critique Luc Parmentier, chef de file de l'opposition Ecolo. D'après Geneviève Lacroix, coordinatrice générale du Relais social de Charleroi, cette politique complique le travail de terrain. « Notre public est devenu plus volatil. Les mesures ne font qu'occulter

le problème social. »

Mendicité : un « angélisme »

Paul Magnette serait-il un faux socialiste à Charleroi ? Le PTB-Go en est convaincu. Dans la maison PS, d'autres s'interrogent également. « Lorsqu'il était président du parti, Paul a dû développer un discours de gauche pour en promouvoir les valeurs. Aujourd'hui, il doit l'adapter à Charleroi pour séduire notamment le monde des investisseurs, dont il semble plus proche. » La réponse de l'intéressé corrobore cette observation. « Il n'y a pas grand-chose d'idéologique quand on dirige une commune. La sécurité est la mission première de tout bourgmestre. Et croire qu'il n'y a que des pauvres malheureux dans les rues, c'est une image angélique de la mendicité. »

Outre la sécurité, Paul Magnette s'est arrogé les compétences-clés pour mettre en œuvre son projet de ville. Budget, culture, aménagement du territoire, mobilité... Son agenda surchargé le contraint à déléguer – parfois à contrecœur – certaines missions à une poignée de fidèles, notamment à son chef de cabinet Christian Laurent. L'engagement de Georgios Mailis comme « bouwmeester » de la Ville, surnommé le

« mêle-tout », vise à assurer la cohérence de son projet urbain sur le long terme. Un an après l'entrée en fonction du jeune architecte carolo, le rôle de ce cabinet inédit semble convaincre les opérateurs du centre-ville. Quant à la culture, sur laquelle Magnette mise énormément pour le redéploiement de sa ville, elle est entre les mains de Pascal Verhulst, ex-directeur de la plateforme pluridisciplinaire Le Vecteur, salué pour son travail dans l'ombre.

Paul le grand frère

La mainmise de Paul Magnette sur les rouages de sa ville, dont il cadenasse la communication avec un rare autoritarisme, se heurte souvent à l'esprit de collégialité censé rythmer le travail de la tripartite PS-MR-CDH. « Derrière lui, il n'y a que des sous-fifres complets », égratigne un libéral. « Au mieux, ce sont des adjoints au maire », ajoute un élu CDH. Les interlocuteurs réguliers de la socialiste Françoise Daspremont, qui a hérité des affaires maïorales depuis juillet dernier, pointent son manque d'envergure. « Françoise est gentille. Tout est dit », ricane un conseiller communal. « Quand Paul Magnette l'envoie à sa place, l'autorité n'est pas dans la salle », renchérit un syndicaliste.

A l'inverse, lorsque le bourgmestre n'est pas satisfait du travail accompli par l'un ou l'autre cabinet échevinal, il n'hésite pas à remanier lui-même les équipes. Les ego des socialistes Serdar Kilic et Philippe Van Cauwenberghe s'en souviennent. Paul le grand frère est passé par là. « Certains disaient que Van Cau (NDLR : Jean-Claude Van Cauwenberghe,) était un dictateur, mais à côté de Paul, c'était l'école primaire, raconte un vétéran socialiste. Cela dit, qui d'autre pourrait rivaliser avec lui aujourd'hui ? Personne. »

Transfigurée par la méthode Magnette, l'attractivité urbaine est devenue le fil rouge de cette législature, dans tous les domaines. Le dossier des subsides européens, à débloquent d'ici quelques mois dans le cadre du portefeuille de 16 projets baptisés « Charleroi District Créatif » dans la Ville-Haute, constituera à ce titre le premier grand test de Paul Magnette, qu'il devra gérer de A à Z. Avec ses relais et la ministre-présidence wallonne entre ses mains, un revers paraît très peu probable. « Il

y a longtemps que Charleroi n'avait plus eu un bourgmestre d'une telle carrure, reconnaît Luc Parmentier. Mais celle-ci repose sur une administration très fragile. »

Paul Magnette, lui, semble avoir pris goût à la fonction. Et annonce déjà qu'il sera candidat à sa succession en 2018. Ses alliés comme ses détracteurs l'invitent toutefois à faire preuve de la plus grande prudence dans ses promesses. Car si les immenses défis de Charleroi ont le pouvoir de couronner une carrière politique, ils ont aussi – surtout ? – le pouvoir de la briser. • Ch. L.

LES PROMESSES DE PAUL MAGNETTE

Après deux ans de mandat, Paul Magnette se projette dans l'avenir. Et fait part de ses principales promesses en matière de redéploiement urbain, pour 2017 et la fin de la législature.

► **Charleroi dans deux ans.** « La grande majorité des chantiers de la Ville-Basse seront terminés », assure Paul Magnette. Il en va de même pour trois projets culturels, finalisés dès cette année : le Quai de l'image, rebaptisé Quai 10, la rénovation du BPS22 (photo), soit l'espace de création contemporaine de la Province de Hainaut, et l'extension de Charleroi Danses, dont l'intendant général attend aujourd'hui un suivi budgétaire. Le bourgmestre compte entamer les travaux de reconversion de la Porte Ouest. Objectif : raser les friches industrielles, densifier l'habitat et l'activité économique en y intégrant des espaces verts. La nouvelle caserne des pompiers devrait par ailleurs voir le jour en 2016.

► **Charleroi dans quatre ans.** Les futurs chantiers de « Charleroi District Créatif » (photo, à droite), subsidiés par la programmation 2014-2020 des fonds européens, seront en cours de finalisation. En parallèle, Paul Magnette veut déployer une stratégie métropolitaine sous l'angle des bassins de vie, Charleroi étant une « zone de chalandise » de 600 000 habitants. « Dans quatre ou cinq ans, l'essentiel de la stratégie de rénovation urbaine se fera clairement ressentir, promet-il. Mais je ne me fais aucune illusion : il faudra encore quelques années de travail. Les autres grandes villes ont mis 20 ans pour se redresser. » • Ch. L.